

Ce genre de dialogue et des mécanismes de collaboration font cruellement défaut en Asie de nos jours. Il faut un dialogue entre l'Inde et le Pakistan. Il le faut entre les quatre factions cambodgiennes. Il le faut entre les deux Corées. Il le faut entre le Vietnam et la Chine. Il le faut entre le Japon et l'Union soviétique. Il le faut entre tous les pays de la région.

Le moment est venu de mettre sur pied dans le Pacifique des mécanismes de dialogue à la hauteur de la maturité et de la prospérité de ces sociétés et de ces économies. Le Canada estime que ce dialogue pourrait s'amorcer entre les pays qui bordent le Pacifique Nord, soit les États-Unis et l'Union soviétique, les deux Corées, le Japon, la Chine et le Canada. Au départ, il ne serait pas nécessaire qu'un tel dialogue nouveau sur la sécurité comporte un ordre du jour fixe ou exige que l'on discute de sujets précis. Il faudrait en priorité créer l'habitude de discuter ouvertement et en toute liberté. Ce processus ferait ressortir les questions sur lesquelles les pays du Pacifique Nord pourraient progresser ensemble.

Un dialogue sur la coopération en matière de sécurité dans le Pacifique-Nord devrait exister depuis bien longtemps. Les problèmes de sécurité constituent une menace singulière à la poursuite de la croissance économique. Ils sont une cause importante des mouvements de réfugiés et pourraient facilement faire dérailler les réformes démocratiques dans l'ensemble de l'Asie. Des problèmes de sécurité persistants perpétuent la méfiance, alimentent les courses aux armements, font naître des programmes nucléaires douteux et provoquent une hémorragie massive de ressources. L'absence de structure pour régler ces problèmes s'oppose diamétralement à l'activité économique intense dans la région et en menace directement l'avenir.

Nous pourrions envisager une adaptation dans le Pacifique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et peut-être examiner d'abord les mesures de sécurité et de confiance, qui ont tellement contribué à transformer l'Europe depuis la conférence d'Helsinki.

Tout au long des années 1980, l'Union soviétique a présenté de nombreuses propositions à cet égard. La plupart d'entre elles relevaient de la propagande ou de la recherche d'un avantage stratégique unilatéral. Mais compte tenu de la transformation des relations Est-Ouest, le moment est peut-être venu de revenir à la charge, de dégager les propositions sérieuses et de présenter des contre-propositions réfléchies.